neur, représentant supérieur du roi dans la province, le prévenaient que le moment des élections était arrivé, et recevaient de lui une lettre de cachet qui les autorisait à suivre leurs vieilles et libres coutumes.

Cette formalité accomplie, les magistrats revenaient à l'Hôtel-de-Ville et vérifiaient la liste des électeurs. Notre manuscrit n'indique comme tels que les maîtres-gardes des arts et métiers, il se trompe et prouve lui-même son erreur en constatant plus loin les votes des terriers ou magistrats sortis de charges; mais cette erreur nous sert à montrer combien l'élément populaire dominait dans le corps électoral, puisqu'on pouvait oublier de mentionner les autres. Le consulat avait le droit d'éliminer les électeurs qui lui paraissaient suspects, et de les remplacer par d'autres membres de la même communauté. La liste arrêtée, chacun de ceux dont les noms y avaient été maintenus ou ajoutés, recevait avis de se présenter à l'Hôtel-de-Ville dans la journée du lendemain ou dans celle du surlendemain, muni des sceaux ou cachets de son syndical, insignes de la maîtrise, afin de prêter entre les mains des consuls le serment de bien et loyalement remplir son devoir d'électeur.

Le dimanche, jour de l'élection, à huit heures du matin, le prévôt des marchands et les échevins sortant de charge, suivis de tous les officiers de la commune et des électeurs, quittaient processionnellement l'Hôtel-de-Ville pour aller entendre la messe du Saint-Esprit dans la petite chapelle de Saint-Jacques, antique et premier lieu de réunion de la commune lyonnaise; l'assemblée électorale se constituait ensuite à l'Hôtel-de-Ville. Les magistrats sortants, dépouillés de leur costume officiel et assis sur des bancs garnis de tapis, en face de leurs anciens sièges vides, faisaient procéder par le secrétaire du consulat à l'appel des électeurs et recevaient encore d'eux un dernier serment, après lequel l'avocat de la ville prenait la